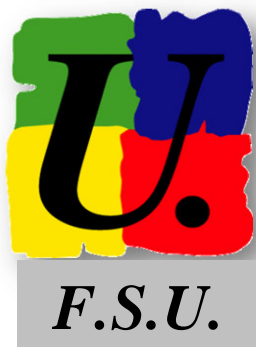


Les conséquences des suppressions massives de postes frappent de plus en plus écoles, collèges, lycées et enseignement supérieur.



La FSU refuse de payer leur crise

**Sans les baisses d'impôts décidées depuis 2000, nous aurions
400 milliards de dette publique en moins soit 20 points de PIB...**

Une rentrée et des mois de septembre et octobre sous le signe de l'action

L'été a été marqué par la poursuite des luttes des peuples du Maghreb et du Moyen-Orient, par la multiplication des manifestations au Chili, mais aussi par de nombreuses mobilisations partout en Europe (Grèce, Italie, Espagne, Irlande mais aussi émeutes en Grande Bretagne) et aux Etats-Unis contestant les plans de rigueur imposés par les gouvernements, la BCE et le FMI ainsi qu'en Israël contre la dégradation des conditions de vie.

L'aggravation de la crise économique et financière pèse lourd en cette rentrée en France aussi. Le chiffre du chômage de juillet est le plus mauvais depuis 2000, l'Insee annonce que la France, un pays riche, compte plus de 8 millions de pauvres alors que les très hauts revenus augmentent plus rapidement que ceux de l'ensemble de la population. Le Gouvernement et le patronat s'entendent pour user de la fragilisation de l'Europe et de l'euro, des pressions spéculatives sur les États pour accentuer les politiques de rigueur budgétaire, faire pression sur les salaires et remettre en question les solidarités et les droits comme l'Education, la protection sociale. L'argument de la dette publique, utilisé pour justifier ces choix, ignore que la hausse résulte pour l'essentiel des cadeaux fiscaux aux plus riches et des exonérations de cotisations pour les entreprises. Il fait aussi écran de fumée par rapport aux questions réelles qui sont celles du partage des richesses et des nécessaires investissements sociaux et productifs d'avenir. Il passe sous silence le fait que la crise a une origine d'abord spéculative et est étroitement liée à l'accroissement des inégalités de revenus. Il nie que les déficits sont dus pour 1/3 à la crise financière mais pour 2/3 aux politiques menées ces dernières années et au manque de recettes. Cette situation pose clairement la question du rôle de l'Etat notamment dans le contrôle des banques et de la finance.

La FSU entend mener tous les débats nécessaires pour que les salariés et les citoyens s'approprient les enjeux et les questions posées par cette crise et débattent sur les alternatives possibles. En ce sens, elle s'investit dans la campagne initiée par ATTAC pour un audit citoyen de la dette et s'investira dans les initiatives unitaires sur cette question. La FSU poursuit sans relâche son combat pour la défense des services publics. C'est le sens de l'appel à cette journée de grève, de la journée du 27 septembre dans l'éducation pour exprimer notre refus de payer leur crise et imposer une autre répartition des richesses.



Pour un autre partage des richesses : la mobilisation interprofessionnelle !

Les responsables de la crise veulent appliquer aux salariés français le même remède qui ne fonctionne pourtant pas en Grèce et au Portugal. Le plan Fillon pour réduire le déficit de la France est injuste, inéquitable et inacceptable. Il pénaliserait une fois de plus les salariés, contrairement aux annonces médiatiques du gouvernement sur la contribution des plus fortunés.

Il faut en finir avec la dictature des marchés financiers et les choix politiques d'austérité qui en découlent. Il n'est pas question de continuer à sacrifier les salariés, les retraités, les privés d'emploi et leurs familles pour donner des gages aux marchés et aux agences de notation.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Cela appelle aussi des mesures urgentes :

- Abandonner la taxation des complémentaires santé ; supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ; conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.
- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et réouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

C'est à partir de ce diagnostic que les organisations syndicales départementales CGT, FSU, Solidaires ont décidé de faire de la mobilisation nationale interprofessionnelle du mardi 11 octobre une grande journée de

GREVE et MANIFESTATION

10h30 Place Jeanne d'Arc